ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de l'Intérieur, le 28 décembre 1973, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "portant institution par l'Etat d'un enseignement professionnel en matière de prévention et de lutte contre l'incendie", a donné le 6 février 1974 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 28e december 1973 door de Minister van Binnenlandse Zaken verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot instelling, door de Staat, van beroepsonderwijs inzake brandvoorkoming en -bestrijding", heeft de 6e februari 1974 het volgend advies gegeven :

Le projet se fonde sur l'article 9, alinéa 1er, de la loi du 31 décembre 1963 sur la protection civile, en vertu duquel le Roi détermine les règles d'organisation générale des services communaux d'incendie.

Pour l'interprétation des mots "services communaux", il y a lieu de tenir compte de la loi du 26 juillet 1971, qui a prévu le transfert des services d'incendie aux agglomérations et fédérations de communes. Cette loi devrait être citée au préambule du projet.

Par contre, les arrêtés royaux des 24 décembre 1964 et 18 janvier 1965, qui ne constituent pas le fondement du projet, doivent être omis au préambule.

*

La loi du 31 décembre 1963 n'autorise pas le Roi à organiser un enseignement accessible à la généralité des citoyens. L'intention du Gouvernement, telle qu'elle résulte des arrêtés ministériels d'exécution en projet, n'est pas d'organiser pareil enseignement. En effet, les cours institués par l'arrêté royal en projet ne pourront être suivis que par des fonctionnaires de l'Etat, spécialisés en la matière et des membres des services communaux d'incendie. Cette intention devrait apparaître dans les dispositions de

.../...

l'arrêté royal et non dans celles qui seront prises par le Ministre de l'Intérieur en exécution de cet arrêté.

Pour mieux indiquer la spécificité de cet enseignement, il se recommande d'éviter l'emploi des adjectifs "professionnel", "primaire","moyen" et "supérieur" qui sont utilisés dans la législation propre à l'enseignement technique.

*

En ce qui concerne l'article 5 du projet, le Conseil d'Etat propose un texte qui suppose que l'intention du Gouvernement est d'exiger du candidat la preuve d'une assurance couvrant aussi bien les risques d'accidents dont il pourrait être responsable que ceux dont il pourrait être victime, et cela même pour les accidents survenus pendant le trajet entre le lieu du domicile et celui où se donnent les cours.

*

En ce qui concerne l'article 6, alinéa 2, le Gouvernement aura à préciser s'il n'y a pas lieu de fixer le délai dans lequel le directeur général de la protection civile aura à statuer.

*

.../...

L'article 16, alinéa 3, et l'article 18, alinéa 3, du projet devraient être omis, car ils ne font que reproduire une règle qui figure à l'article 8, alinéa 2, de l'arrêté royal du 18 janvier 1965 portant réglementation générale en matière de frais de parcours, à cela près que le projet exonère le Ministre de l'Intérieur de l'avis conforme du Ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions.

On ne distingue pas les raisons de cette exception. Aussi est-il à conseiller de demeurer sous l'empire de la réglementation générale. Si, au contraire, on entendait y apporter une dérogation, le projet devrait, pour éviter toute difficulté d'interprétation, l'annoncer en termes exprès : "Par dérogation à l'article 8, alinéa 2, de l'arrêté royal du 18 janvier 1965 ...".

Le texte proposé, tenant compte de la première hypothèse, omet les dispositions critiquées.

Le même problème se pose à l'égard des articles 17, alinéa 2, et 20, alinéa 2, du projet, qui reproduisent la règle contenue dans l'article 2, alinéa 2, de l'arrêté royal du 24 décembre 1964. Toutefois, pour la détermination spéciale des frais de séjour, ce dernier arrêté ne prévoit pas l'avis conforme du Ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions. Il s'ensuit qu'il n'y a aucune raison de maintenir les articles 17, alinéa 2, et 20, alinéa 2, du projet.

*

.../...

L'article 21 du projet soulève les observations suivantes :

1° Suivant les renseignements donnés au Conseil d'Etat, lorsque l'élève n'appartient pas à un service public, l'octroi de l'allocation n'est pas subordonné à la perte de la rémunération pendant le temps d'écolage. De plus, l'allocation doit pouvoir être payée aussi au travailleur indépendant. Dès lors, toute référence à l'employeur doit être supprimée du texte.

1° L'indice 114,20 adopté comme point de départ de la liaison de l'allocation à l'index était fondé sur la moyenne des prix de 1966. Il n'est plus actuellement publié au Moniteur belge sur cette base et doit être affecté d'un coefficient non encore déterminé par la voie réglementaire.

3° Ce n'est pas en raison "de leur séjour sur place" que les intéressés seraient privés des allocations familiales mais bien dans l'éventualité d'une absence de rémunération.

Compte tenu de ces observations et de certaines modifications de forme qu'appelle le projet, le texte suivant est proposé :

.../...

"ARRETE ROYAL INSTITUANT DES COURS DE FORMATION EN MATIERE DE PREVENTION ET DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE.

BAUDOUIN, ...

Vu la loi du 31 décembre 1963 sur la protection civile, notamment les articles 9, alinéa 1er, et 13, alinéa 3;

Vu la loi du 26 juillet 1971 organisant les agglomérations et les fédérations de communes, notamment l'article 4, § 2, 10°;

Vu l'accord de Notre Secrétaire d'Etat ...
(la suite du préambule comme au projet).

CHAPITRE Ier.- DE L'ENSEIGNEMENT EN MATIERE DE PREVENTION ET DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE.

Article 1er.-

Le Ministre de l'Intérieur est chargé d'organiser des cours de formation en matière de prévention et de lutte contre l'incendie, lesquels comprennent :

1° des cours des premier, deuxième et troisième degrés à l'issue desquels il est délivré aux lauréats de l'examen respectivement les brevets A, B ou C en matière d'incendie;

.../...

2° un cours à l'issue duquel il est délivré aux lauréats de l'examen, le brevet de candidat officier professionnel des services d'incendie;

3° un cours à l'issue duquel il est délivré aux lauréats de l'examen, le brevet de technicien en prévention de l'incendie.

Le Ministre peut, en outre, organiser des cours de perfectionnement et de recyclage, à l'issue desquels il n'est pas délivré de brevet.

Article 2.-

Sont seuls admis aux cours les membres des services communaux d'incendie ainsi que les fonctionnaires spécialisés en matière d'incendie et autorisés par le Ministre de l'Intérieur.

Articles 3 à 5.-

... (comme aux articles 2 à 4 du projet)...

Article 6.-

Aucun agent n'est admis à suivre un cours si les risques d'accidents dont il serait victime ou responsable et qui surviendraient pendant le cours ou pendant le trajet entre son domicile et le lieu où se donne le cours ne sont pas garantis soit par une compagnie d'assurance établie en Belgique, soit par l'Etat, la commune, l'agglomération ou la fédération de communes dont l'agent dépend.

.../...

Article 7.-

...(comme à l'article 6 du projet, sauf à rédiger l'alinéa 2 comme suit :

"L'élève exclu peut, dans les dix jours et par lettre recommandée à la poste, introduire un recours aurpès du directeur général de la protection civile qui statue dans ...(voir avis)".

CHAPITRE II.- DE LA DELIVRANCE DU BREVET.

Articles 8 à 10.-

...(texte des articles 7 à 9 du projet sous réserve d'employer à l'article 10 l'abréviation "p.c." au lieu du signe "%").

CHAPITRE III.-

...(comme au projet, sous réserve d'écrire à l'article 15 devenant article 16 : "50 p.c.").

CHAPITRE IV. - DES FRAIS DE PARCOURS...

Article 17.-

...(texte de l'article 16 du projet, sous réserve de supprimer l'alinéa 3).

.../...

Article 18.-

...(texte de l'article 17 du projet, sous réserve d'écrire à la fin de l'alinéa 1er : "pour frais de séjour des membres du personnel des ministères", et de supprimer l'alinéa 1er).

CHAPITRE V.- ...(comme au projet).

Article 19.-

...(texte de l'article 18 du projet, sous réserve de supprimer l'alinéa 3).

Article 20.-

...(texte de l'article 19 du projet, en tenant compte que la référence à l'article 18 devient référence à l'article 19).

Article 21.-

L'arrêté royal du 24 décembre 1964 fixant les indemnités pour frais de séjour des membres du personnel des ministères est applicable aux élèves.

Par dérogation à cet arrêté, l'indemnité allouée aux élèves qui sont logés gratuitement est de 100 francs par journée de cours.

.../...

Article 22.-

Sauf s'ils sont rémunérés par un service public, les élèves peuvent demander une allocation de 400 Frs. par journée de cours ou d'examen.

L'allocation est liée aux fluctuations de l'indice des prix à la consommation conformément aux modalités fixées par la loi du 2 août 1971; à cet effet, elle est rattachée à l'indice 114,20 basé sur la moyenne des prix de 1966.

Cette allocation est éventuellement majorée d'une somme équivalente aux allocations familiales légales dont les élèves seraient privés en raison de la perte de rémunération.

CHAPITRE VI. DISPOSITIONS DIVERSES.

Articles 23 et 24.-

(comme aux articles 22 et 23 du projet).

Article 25.-

Les brevets des degrés primaire, moyen et supérieur délivrés en application de l'arrêté du Régent du 15 mars 1949 réglant l'organisation des cours professionnels pour officiers et candidats officiers de sapeurs-pompiers, modifié par l'arrêté royal du 15 mars 1957, sont assimilés respectivement aux brevets A, B et C.

.../...

Article 26.-

A titre transitoire, et en vue de la désignation de chargés de cours, le Ministre de l'Intérieur organise une session spéciale de cours à l'issue de laquelle il sera délivré le brevet de technicien en prévention de l'incendie.

A cet effet, il peut être dérogé aux articles 8 à 10.

CHAPITRE VII. DISPOSITIONS FINALES.

Article 27.-

A l'article 33, § 1er, alinéa 3 de l'arrêté royal du 20 juillet 1972 établissant les critères d'aptitude et de capacité ainsi que les conditions de nomination et de promotion des officiers des services communaux d'incendie, les mots "du brevet de prévention délivré dans le cadre de l'enseignement institué par l'Etat en matière d'incendie" sont remplacés par les mots : "du brevet de technicien en prévention de l'incendie, délivré par l'Etat".

L'article 11, alinéa 3, du même arrêté royal est abrogé.

Articles 28 et 29.

...(texte des articles 24 et 25 du projet, sous réserve d'écrire à l'article 28 : ..."officiers de sapeurs pompiers...").

(suivent la signature et les contreseings)".

Het ontwerp voert als rechtsgrond aan artikel 9, eerste lid, van de wet van 31 december 1963 betreffende de civiele bescherming, krachtens welke voorziening de Koning de regelen bepaalt in verband met de algemene organisatie van de gemeentelijke brandweerdiensten.

Voor het interpreteren van de woorden "gemeentelijke diensten" houde men rekening met de wet van 26 juli 1971 die heeft voorzien in de overdracht van de brandweerdiensten aan de agglomeraties en federaties van gemeenten. Die wet zou moeten worden vermeld in de aanhef van het ontwerp.

De koninklijke besluiten van 24 december 1964 en 18 januari 1965, die geen rechtsgrond opleveren voor het ontwerp, moeten daarentegen in de aanhef vervallen.

*

De wet van 31 december 1963 machtigt de Koning niet tot het organiseren van een onderwijs dat voor de burgers in het algemeen openstaat. Zoals uit de ontworpen ministeriële uitvoeringsbesluiten blijkt, ligt het niet in de bedoeling van de Regering een zodanig onderwijs te organiseren. De door het ontwerp-koninklijk besluit ingestelde cursussen zullen alleen gevolgd kunnen worden door ter zake gespecialiseerde Rijksambtenaren en door leden van gemeentelijke brandweerdiensten. Deze bedoeling zou tot uiting moeten komen in de bepalingen van het koninklijk besluit, niet in die welke de Minister van Binnenlandse Zaken ter uitvoering van dat besluit zal vaststellen.

.../...

Ten einde beter de nadruk te leggen op de eigen aard van dat onderwijs, werke men liever niet met termen als "beroepsonderwijs", "lager", "middelbaar" en "hoger", die gehanteerd worden in de wetgeving op het technisch onderwijs.

*

Voor artikel 5 van het ontwerp stelt de Raad van State een tekst voor die ervan uitgaat, dat de Regering van de kandidaat het bewijs wil eisen dat hij verzekers is tegen de risico's zowel van ongevallen waarvoor hij aansprakelijk zou kunnen zijn als van ongevallen die hem kunnen overkomen, zelfs op het traject tussen de woonplaats en de plaats waar de cursussen worden gegeven.

*

Met betrekking tot artikel 6, tweede lid, dient de Regering uit te maken of niet moet worden bepaald binnen welke termijn de directeur-generaal van de civiele bescherming dient te beslissen.

*

Artikel 16, derde lid, en artikel 18, derde lid, van het ontwerp zouden moeten vervallen. Zij zijn slechts een herhaling van een regel die reeds staat in artikel 8, tweede lid, van het koninklijk besluit van 18 januari 1965 houdende algemene regeling inzake reiskosten, op de bij-

.../...

zonderheid na, dat het ontwerp de Minister van Binnenlandse Zaken ontslaat van de verplichting het eensluidend advies te vragen van de Minister tot wiens bevoegdheid het Openbaar Ambt behoort.

Het is niet duidelijk waarom hier een uitzondering wordt gemaakt. Het is dan ook geraden zich aan de algemene regeling te houden. Wil men ervan afwijken, dan zou men, om interpretatiemoeilijkheden uit de weg te gaan, daar in het ontwerp met zoveel woorden op moeten wijzen : "In afwijking van artikel 8, tweede lid, van het koninklijk besluit van 18 januari 1965 ... stelt ...".

De voorgestelde tekst, waarin van de eerste onderstelling is uitgegaan, laat de besproken bepalingen achterwege.

Dezelfde moeilijkheid doet zich voor met de artikelen 17, tweede lid, en 20, tweede lid, van het ontwerp, die de regel van artikel 2, tweede lid, van het koninklijk besluit van 24 december 1964 herhalen. Voor de speciale vaststelling van de verblijfkosten eist dit laatste artikel echter geen eensluidend advies van de Minister tot wiens bevoegdheid het Openbaar Ambt behoort. Er is dan ook geen enkele reden om de artikelen 17, tweede lid, en 20, tweede lid, van het ontwerp te handhaven.

*

* *

.../...

Bij artikel 21 van het ontwerp is het volgende op te merken.

1° Aan de Raad van State is verklaard dat, wanneer de leerling niet tot een overheidsdienst behoort, de toekenning van de toelage niet afhankelijk is van loonderving gedurende de tijd dat hij cursussen volgt. Bovendien moet de toelage ook aan zelfstandigen kunnen worden betaald. Iedere verwijzing naar de werkgever moet dan ook uit de tekst worden geschrapt.

2° Het indexcijfer 114,20, dat als uitgangspunt genomen is voor de koppeling van de toelage aan het indexcijfer, was gebaseerd op het prijzengemiddelde van 1966. Het indexcijfer wordt thans niet meer op die grond in het Belgisch Staatsblad bekendgemaakt en moet worden vermenigvuldigd met een coëfficiënt die nog niet bij verordening is vastgesteld.

3° Niet "ingevolge hun verblijf ter plaatse" maar wel bij eventuele loonderving zouden de betrokkenen de kinderbijslag verliezen.

Met inachtneming van deze opmerkingen en met een aantal wijzigingen die de vorm van het ontwerp betreffen, wordt de volgende tekst voorgesteld :

.../...

"KONINKLIJK BESLUIT TOT INSTELLING VAN OPLEIDINGSCURSUSSEN INZAKE BRANDVOORKOMING EN -BESTRIJDING.

BOUDEWIJN, ...

Gelet op de wet van 31 december 1963 betreffende de civiele bescherming, inzonderheid op de artikelen 9, eerste lid, en 13, derde lid;

Gelet op de wet van 26 juli 1971 houdende organisatie van de agglomeraties en de federaties van gemeenten, inzonderheid op artikel 4, § 2, 10°;

Gelet op het akkoord van Onze Staatssecretaris ... (voorts zoals in de aanhef van het ontwerp).

HOOFDSTUK. - ONDERWIJS INZAKE BRANDVOORKOMING EN -BESTRIJDING.

Artikel 1.-

De Minister van Binnenlandse Zaken is belast met het organiseren van opleidingscursussen inzake brandvoorkoming en -bestrijding, die omvatten :

1° cursussen van de eerste, de tweede en de derde graad na afloop waarvan aan de voor het examen geslaagden de brevetten A, B of C inzake brandweer worden afgegeven;

2° een cursus na afloop waarvan aan de voor het examen geslaagden het brevet van kandidaat-beroepsofficier van de brandweer wordt afgegeven;

.../...

3° een cursus na afloop waarvan aan de voor het examen geslaagden het brevet van technicus-brandvoorkoming wordt afgegeven.

De Minister kan bovendien cursussen voor voortgezette opleiding en bijscholing organiseren, na afloop waarvan geen brevet wordt afgegeven.

Artikel 2.-

De cursussen mogen alleen worden gevolgd door leden van gemeentelijke brandweerdiensten, en door ambtenaren-brandweerspecialisten die daartoe door de Minister van Binnenlandse Zaken zijn gemachtigd.

Artikelen 3 tot 5.-

... (zoals de artikelen 2 tot 4 van het ontwerp) ...

Artikel 6.-

Ambtenaren mogen geen cursus volgen als het risico van ongevallen waarvan zij het slachtoffer kunnen zijn of waarvoor zij aansprakelijk kunnen zijn en die zich mochten voordoen tijdens de cursus of op het traject tussen hun woonplaats en de plaats waar de cursus wordt gegeven, niet gedekt is hetzij door een in België gevestigde verzekeringsmaatschappij, hetzij door de Staat, de gemeente, de agglomeratie of de federatie van gemeenten waaronder de ambtenaar ressorteert.

Artikel 7.-

... (zoals in artikel 6 van het ontwerp, maar het tweede lid redigere men als volgt :

"De uitgesloten leerling kan binnen tien dagen bij een ter post aangetekende brief beroep instellen bij de directeur-generaal van de civiele bescherming, die beslist binnen ... (zie advies)".

.../...

HOOFDSTUK II. - AFGIFTE VAN HET BREVET.

Artikelen 8 tot 10.-

... (tekst van de artikelen 7 tot 9 van het ontwerp, maar men vervange "proeven" door "(examen)gedeelten" en in artikel 10 gebruike men de afkorting "t.h." in plaats van het teken "%").

HOOFDSTUK III.

... (zoals in het ontwerp, maar in artikel 15, dat 16 wordt, schrijve men "50 t.h.").

HOOFDSTUK IV. - VERGOEDINGEN WEGENS REIS- EN VERBLIJFKOSTEN ...

Artikel 17.-

... (tekst van artikel 16 van het ontwerp, maar het derde lid moet worden geschrapt).

Artikel 18.-

... (tekst van artikel 17 van het ontwerp, maar aan het slot van het eerste lid dient te worden gelezen : "vergoedingen wegens verblijfkosten ...", terwijl het tweede lid moet worden geschrapt).

HOOFDSTUK V. - VERGOEDINGEN WEGENS REIS- EN VERBLIJFKOSTEN ...

(zoals in het ontwerp).

Artikel 19.-

... (tekst van artikel 18 van het ontwerp, maar het derde lid moet worden geschrapt).

.../...

Artikel 20.-

... (tekst van artikel 19 van het ontwerp, waarin echter niet naar artikel 18 maar naar artikel 19 moet worden verwezen).

Artikel 21.-

Het koninklijk besluit van 24 december 1964 tot vaststelling van de vergoedingen wegens verblijfkosten toegekend aan de leden van het personeel der ministeries is op de leerlingen van toepassing.

In afwijking van dat besluit wordt aan leerlingen die kosteloos logies krijgen een vergoeding van 100 frank per cursusdag toegekend.

Artikel 22.-

De leerlingen kunnen, behalve wanneer zij door een overheidsdienst worden bezoldigd, een toelage van 400 frank per dag cursus of examen aanvragen.

De toelage ondergaat de schommelingen van het indexcijfer der consumptieprijzen overeenkomstig de regelen bepaald bij de wet van 2 augustus 1971; daartoe wordt zij gekoppeld aan het indexcijfer 114,20 dat gebaseerd is op het prijzengemiddelde van 1966.

De toelage wordt eventueel verhoogd met een som die gelijk is aan de wettelijke kinderbijslag welke de leerlingen ten gevolge van loonderving mochten verliezen.

.../...

HOOFDSTUK VI. - DIVERSE BEPALINGEN.

Artikelen 23 en 24.-

(zoals in de artikelen 22 en 23 van het ontwerp).

Artikel 25.-

De brevetten van de lagere, middelbare en hogere graad, afgegeven op grond van het besluit van de Regent van 15 maart 1949 waarbij het inrichten van de vakcursussen voor officieren en kandidaat-officieren van de brandweer geregeld wordt, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 15 maart 1957, worden onderscheidenlijk met de brevetten A, B en C gelijkgesteld.

Artikel 26.-

Bij wijze van overgangsmaatregelen en met het oog op de aanwijzing van de lesgevers organiseert de Minister van Binnenlandse Zaken een bijzondere reeks cursussen na afloop waarvan het brevet van technicus-brandvoorkoming wordt afgegeven.

Ten dien einde kan worden afgeweken van de artikelen 8 tot 10.

HOOFDSTUK VII. - SLOTBEPALINGEN.

Artikel 27.-

In artikel 33, § 1, derde lid, van het koninklijk besluit van 20 juli 1972 tot vaststelling van de geschiktheids- en bekwaamheidscriteria alsmede van de benoembaarheids- en bevorderingsvoorwaarden voor de officieren van de

.../...

gemeentelijke brandweerdiensten, worden de woorden "van het brevet brandvoorkoming, uitgereikt in het kader van het door de Staat georganiseerd brandweeronderwijs" vervangen door de woorden "van het door de Staat afgegeven brevet van technicus-brandvoorkoming".

Artikel 11, derde lid, van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Artikelen 28 en 29.

... (tekst van de artikelen 24 en 25 van het ontwerp, maar in artikel 28 schrijve men : "... van de brandweer geregeld wordt ...").

(Daarna : handtekening en medeondertekening)".

La chambre était composée de		De kamer was samengesteld uit
Messieurs : de Heren :	G. VAN BUNNEN,	président de chambre, kamervoorzitter,
	P. TAPIE,	conseillers d'Etat,
	H. ROUSSEAU,	staatsraden,
	R. PIRSON,	assesseurs de la section de législation,
	F. RIGAUX,	bijzitters van de afdeling wetgeving,
Madame : Mevrouw :	J. TRUYENS,	greffier. griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. G. VAN BUNNEN.

Le rapport a été présenté par M. G. PIQUET, premier auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. G. VAN BUNNEN.

Het verslag werd uitgebracht door de H. G. PIQUET, eerste auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

J. TRUYENS.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

G. VAN BUNNEN.